

CHARTRE DE CHANTIER

PROPRE ET A FAIBLES NUISANCES

E.H.P.A.D. du Larmont

10, rue Jules Grévy

25300 DOUBS

SOMMAIRE

<u>PREAMBULE</u>	<u>P 3</u>
<u>Article 1. Modalités de mise en place et de signature</u>	<u>P 4</u>
<u>Article 2. Aménagement de chantier</u>	<u>P 4</u>
<u>Article 3. Traitement des déchets</u>	<u>P 4</u>
<u>Article 4. Organisation – Préparation de chantier</u>	<u>P 5</u>
<u>Article 5. Propreté du chantier</u>	<u>P 5</u>
<u>Article 6. Gestion du trafic des véhicules lourds et des nuisances associées</u>	<u>P 5</u>
<u>Article 7. Garantie de sécurité aux personnes et de l'accès aux véhicules de secours</u>	<u>P 6</u>
<u>Article 8. Limitation des nuisances sonores</u>	<u>P 6</u>
<u>Article 9. Limitation des émissions de poussières et de boue</u>	<u>P 7</u>
<u>Article 10. Limitation des pollutions de proximité</u>	<u>P 7</u>
<u>Article 11. Remise en état des lieux</u>	<u>P 7</u>
<u>Article 12. Garanties et pénalités</u>	<u>P 8</u>

PREAMBULE

Le C.H.I de Haute Comté a décidé d'engager une démarche de « Chantier Propre et à faible nuisances » dans le cadre de la construction de l'extension et la réhabilitation de l'U.H.R de l'E.H.P.A.D du Larmont à Doubs.

L'objet de cette charte est de réduire l'impact du chantier et de minimiser les nuisances ressenties par les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier : le personnel du chantier, les riverains, les occupants.

A la fin du chantier, un bilan de chantier sera établi par le maître d'ouvrage ou par son représentant et permettra de mesurer les efforts mis en place.

Article 1. Modalités de mise en place et de signature

La charte « Chantier Propre et à faible nuisances » est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage (sous-traitance).

Article 3. Respect de la réglementation

D'une manière générale, toutes les entreprises intervenant sur le chantier s'engagent à se conformer à la réglementation en vigueur et déclarent qu'elles prendront toute mesure nécessaire pour assurer et faire assurer le respect des règles légales applicables à la réalisation de leur chantier.

Ces dispositions concernent notamment le droit du travail, l'hygiène, la santé, la sécurité.

Article 2. Aménagement de chantier

Le dossier d'appel d'offres comportera un plan prévisionnel d'aménagement de chantier, ainsi qu'une note descriptive et d'organisation. Les différentes zones du chantier seront définies et délimitées :

- . Base vie
- . Aires de livraison et stockage des approvisionnements
- . Position et aire de manœuvre de grue.

Article 3. Traitement des déchets

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est responsable de sa production de déchets en termes de tri, dépôt transitoire, collecte et élimination. Elle supporte l'intégralité du coût de la gestion de ses propres déchets. Il n'y a pas de mission d'organisation de la gestion des déchets.

Les entreprises doivent mettre les moyens nécessaires et suffisants pour permettre une élimination réglementaire de leurs déchets et justifier de leurs pratiques.

Le plan de gestion de l'entrepreneur détaillera les modes de gestion de l'élimination des déchets (modes de stockage provisoire, de tri et de traitement envisagés sur le chantier et hors chantier). Il pourra utiliser le modèle de plan de gestion des déchets de chantier joint en annexe.

Le stockage provisoire (sur le site) de déchets en vue de leur enlèvement devra être conforme à ces dispositions et réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs et à éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

D'une façon générale, il est impératif de conserver toute trace écrite de leur élimination (factures, bon d'acceptation, etc...). L'entrepreneur apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets (traçabilité) et plus généralement de son respect de la réglementation. Il pourra utiliser à cette fin un bordereau type sur la base de celui fourni en annexe.

Un double du bordereau sera transmis à l'OPC pour intégration au CLASSEUR CHANTIER PROPRE ET A FAIBLES NUISANCES

Chaque incident devra être traité en coordination avec les entreprises, le SPS, l'OPC et le maître d'ouvrage.

Article 4. Organisation – Préparation de chantier

L'OPC organise les réunions nécessaires à la mise en place du chantier. Il élabore lors des phases préparatoires du chantier les plans délimitant les différentes zones ainsi que leur modalité d'organisation. Il définit le PIC (plan d'installation de chantier) qui s'harmonise avec le phasage durant le chantier.

Le PIC définitif sera à la charge du Lot Maçonnerie. Il reste ouvert à tout autre proposition d'organisation ou de mise en œuvre technique mieux adaptée au contexte.

Article 5. Propreté du chantier

Le responsable de chantier propre et les entreprises doivent s'assurer des moyens mis en œuvre pour garantir la propreté intérieure et extérieure du chantier (voiries, clôtures...).

Article 6. Gestion du trafic des véhicules lourds et des nuisances associées

L'entreprise justifie de la conformité des outils et engins avec la réglementation en vigueur (niveaux sonores en pression acoustique \leq à 80 dB(A) à 10 m de l'engin) sur les émissions sonores des engins de chantier. A partir de 85 dB(A), le port de protection individuelle contre le bruit est obligatoire.

Les engins et appareils fixes sont insonorisés.

Article 7. Garantie de sécurité aux personnes et de l'accès aux véhicules de secours

Une réflexion sur l'acheminement du personnel et du matériel sur le chantier sera menée conjointement par le responsable de la charte et les entreprises. Le plan d'organisation du chantier prévoit une aire de stationnement des véhicules et de stockage. La voie pompier en limite de chantier doit impérativement restée accessible 24 h/24h.

Article 8. Limitation des nuisances sonores

La réflexion sur la réduction des niveaux sonores est conduite dès la phase préparatoire du chantier.

Il s'agira de prévoir des dispositifs ou de mettre en œuvre des dispositions d'aménagement du chantier limitant la propagation du bruit. Ainsi il s'agira d'optimiser la gestion des mouvements des camions, de définir des emplacements protégés pour les tâches bruyantes, de respecter les exigences légales en matière de bruit.

Les entreprises mettent en œuvre des techniques permettant de limiter les niveaux sonores, par exemple, utiliser de préférence des matériels électriques, limiter l'utilisation de groupes autonomes ou électrogènes, mettre en place des écrans acoustiques, utiliser des matériaux préfabriqués en atelier...

En termes d'organisation, elles gèrent leurs équipes afin de réduire les temps d'exécution des tâches bruyantes, les livraisons seront planifiées et organisées dans l'objectif de réduire les nuisances, et, si nécessaire en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

Les marches arrière des camions doivent être limitées afin d'éviter le déclenchement du signal de recul (nuisance sonore).

Les approvisionnements sont programmés en journée, en évitant des heures susceptibles de créer des nuisances aux riverains/résidents.

Dans tous les cas, des panneaux signalétiques doivent indiquer les modalités d'accès et de stationnement au chantier.

Les horaires de fonctionnement (travail) et d'activité (résidents) ; 7h30-12h 13h30-18h / bruit possible de 7h à 20h.

Article 9. Limitation des émissions de poussières et de boue

La limitation des émissions de poussières et de boues est également liée à la propreté du site et de ses abords, à son maintien en l'état quotidien, voire sans délai.

Ainsi, les entreprises assurent le nettoyage (décroûtage) des véhicules et engins préalablement à leur sortie du chantier. Si nécessaire, des dispositifs de nettoyage sont prévus en sortie de site. Toute infraction notable constatée fera l'objet de pénalités. En période de pluie, la circulation des engins sur les voies non revêtues est limitée au strict minimum.

L'émission de poussières en cas de risques prévisibles peut être évitée par arrosages réguliers du sol.

Les matériels produisant de la poussière sont équipés de dispositifs limitant sa diffusion.

Article 10. Limitation des pollutions de proximité

D'une manière générale, tout rejet, brûlage ou enfouissement dans le milieu naturel de produits est formellement interdit. Les rejets d'huiles, lubrifiants, solvants et de tout autre produit susceptible de générer une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel et un risque pour la santé des égoutiers sont strictement interdits.

Aucun dépôt de déblais, de déchets divers ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées.

Article 11. Remise en état des lieux

Dès la fin du chantier, le Maître d'Ouvrage, l'OPC, et les entreprises veilleront particulièrement à :

- L'enlèvement de tous les matériaux restants, gravats, panneaux d'identification, au parfait nettoyage de l'ensemble du chantier et des installations annexes y compris la remise des terrains mis à disposition,
- La remise en état du périmètre du chantier (barrières, rebouchage des tranchées, apport de terre si nécessaire, réfection pelouse...)
- L'enlèvement de toute signalisation temporaire et du balisage des éventuelles déviations de chantiers.

Article 12. Garanties et pénalités

Les entreprises sont en tout premier lieu concernées par la « charte de chantier propre et à faibles nuisances ». Aussi, il est précisé que les entreprises s'exposent, dans le cas d'un non-respect de la charte, dans un premier temps au principe de l'action correctrice immédiate à leurs frais, puis dans un second temps, suite à un éventuel constat de manquements graves ou récurrents, et dans le cas où ceux-ci ne seraient pas réglés dans un délai défini par la mise en place d'actions correctives, des pénalités peuvent être appliquées aux entreprises. Les dispositions et conditions d'application des pénalités sont à mettre en œuvre par la maîtrise d'ouvrage si elle le souhaite.

Chacun atteste par sa signature qu'il a pris connaissance de la charte « chantier propre et à faibles nuisances » et prend l'engagement de la respecter.

Fait à

Le,

« Lu et Approuvé »

Le Maître d'Ouvrage

L'OPC

L'Entrepreneur